



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Brésil

Résumé

Une publication du SER de Brasilia
Semaine du 24 08 2026

Flávio Bolsonaro présente un agenda de réformes pro-marché, alliant rigueur budgétaire et politique de l'offre

Le programme économique présenté par Flávio Bolsonaro pour la période 2027-2030 propose une inflexion pro-offre, articulée autour de la consolidation budgétaire, de la réduction du périmètre de l'État, de l'allègement de la fiscalité et de la réglementation, ainsi que d'une plus grande ouverture internationale.

Le Brésil sous surveillance américaine pour risque de contournement des droits de douane visant la Chine

Face au contournement des tarifs américains à l'encontre de la Chine en vigueur depuis 2018, Washington a désigné le Brésil, aux côtés de 39 autres économies, en tant que pays de transit illégal de biens chinois. Ces accusations américaines, bien que peu fondées au regard de la nature des flux commerciaux entre la Chine, le Brésil et les Etats-Unis, sont susceptibles d'entraîner un approfondissement des contrôles envers les exportations brésiliennes.

LE CHIFFRE A
RETENIR :

289,3
Md BRL

Les recettes fédérales pour le mois de juillet, soit le niveau le plus élevé pour le mois depuis 1995.

Source : Receita Federal

Les perspectives économiques du Brésil se dégradent malgré une activité encore résiliente

Alors que l'activité demeure encore relativement solide, les signaux avancés se détériorent. Entreprises et ménages affichent une prudence croissante, dans un contexte de taux élevés et d'endettement important. Le scénario central reste celui d'une croissance positive, mais le risque d'un ralentissement plus marqué en 2027 s'accroît.

Graphique de la semaine : Evolution du salaire minimum

Évolution des marchés

Indicateurs	Variation sur la semaine	Variation cumulée sur l'année	Niveau
Bourse (Ibovespa)	+4,4%	+4,0%	175 345
Risque-pays (CDS 5 ans Br)	-5,4%	-2,0%	119
Taux de change USD/BRL	-0,8%	-0,4%	5,16
Taux de change €/BRL	-0,8%	+1,0%	6,01

Note : Données du jeudi à 11h localement. Sources : Ipeadata, Investing, Valor.

Actualités macro-économiques & financières

Flávio Bolsonaro présente un agenda de réformes pro-marché, alliant rigueur budgétaire et politique de l'offre

La consolidation des finances publiques constitue le principal point d'ancrage macroéconomique du programme. Celui-ci attribue largement la persistance des taux d'intérêt élevés et des tensions inflationnistes à la dégradation budgétaire et prévoit de stabiliser, puis de réduire, le ratio de dette publique. Flávio Bolsonaro entend remplacer le cadre budgétaire actuel, jugé trop souple, par des règles plus contraignantes directement orientées vers la maîtrise de la dette.

Le programme prévoit également la réalisation d'excédents primaires, l'encadrement des dépenses discrétionnaires des trois pouvoirs et la limitation des crédits subventionnés financés par le Trésor. Il propose également une réforme administrative, la suppression d'au moins dix ministères, la réduction des postes discrétionnaires et la reprise du programme de privatisations. Aucun objectif annuel de solde primaire, calendrier d'ajustement ou volume d'économies n'est toutefois précisé, tandis que les règles encadrant les principales dépenses obligatoires ne sont pas directement traitées.

Une révision de la réforme de la fiscalité sur la consommation constituerait le second volet de

l'ajustement. Le candidat souhaite préserver la simplification et le non-cumul introduites par la réforme, tout en réduisant le taux normal de l'IBS et de la CBS, en limitant les régimes dérogatoires et en allégeant la fiscalité sur la production, les investissements et les exportations. Le programme évoque un taux proche de 30 %, contre une estimation gouvernementale d'environ 28 %, dont le niveau définitif dépendra de la transition et des régimes préférentiels.

S'agissant du marché du travail, le programme privilégie la réduction du coût de la formalisation et une plus grande flexibilité contractuelle. Il prévoit des contrats moins coûteux pour les primo-entrants et les chômeurs de plus de 50 ans et le maintien d'un cadre flexible pour les travailleurs des plateformes. Les bénéficiaires de programmes sociaux seraient parallèlement orientés en priorité vers la formation et l'emploi, avec un maintien temporaire d'une partie des prestations lors de la reprise d'activité.

L'accélération de l'investissement privé doit permettre de doubler le rythme de croissance ambitionné par le programme afin d'atteindre 4% annuellement. Les 900 Md BRL (150 Md EUR) annoncés pour les infrastructures concerneraient les routes, les ports, les aéroports, les voies fluviales et ferroviaires, en s'appuyant principalement sur les concessions, les partenariats public-privé et les financements du BNDES. Ces investissements viseront à diminuer les coûts logistiques, que le candidat chiffre à 15,5% du PIB dans son programme.

Le programme prévoit parallèlement une ouverture commerciale et financière plus marquée. Flavio Bolsonaro propose de relancer le

processus d'adhésion à l'OCDE, de supprimer progressivement l'impôt sur les opérations financières (IOF) appliqué au change et de faciliter l'accès aux biens d'équipement, technologies et intrants importés. Cette ouverture s'accompagnerait d'une politique d'intégration aux chaînes de valeur mondiales, concentrée sur l'agro-industrie, les minerais critiques, la transition énergétique, la santé et l'économie numérique.

Le programme ne prévoit pas un retrait général de l'État, mais bien une réorientation de ses instruments d'intervention. La Caixa serait transformée en « Banque de la prospérité », chargée de développer le crédit aux ménages et aux entrepreneurs, l'accompagnement financier et l'accèsion à la propriété, avec un objectif de 2,5 millions de logements. A ce grand programme de crédits s'ajouteraient des aides scolaires et de garde d'enfants, des prêts étudiants dont le remboursement serait conditionné au revenu et différents dispositifs de soutien aux femmes et aux personnes dépendantes.

Le Brésil sous surveillance américaine pour risque de contournement des droits de douane visant la Chine

L'administration américaine a identifié le Brésil parmi 40 pays utilisés par la Chine afin de contourner une partie des droits de douane imposés depuis 2018. Il s'agirait de faire transiter ses produits par des pays tiers bénéficiant d'un traitement tarifaire plus favorable. Ce contournement jugé illégal peut prendre la forme d'un réétiquetage, d'un reconditionnement ou d'une

transformation insuffisante permettant de déclarer une nouvelle origine. Dans un rapport publié le 13 août, la Maison-Blanche estime entre 40 et 303 Md USD par an les flux potentiellement concernés. Dans son scénario central de 75 Md USD, elle évalue les pertes annuelles de recettes fédérales à 19-26 Md USD et l'impact sur le PIB américain à 113-150 Md USD.

L'administration américaine classe ces économies en trois catégories selon l'ampleur des flux concernés et leur intégration aux chaînes de valeur chinoises. Le Brésil figure au deuxième niveau, aux côtés de l'Indonésie, de la Malaisie, de la Thaïlande, de la Turquie et du Vietnam, regroupant les économies disposant à la fois d'une capacité industrielle et logistique importante et de liens significatifs avec la Chine.

Avec la Turquie, le Brésil est spécifiquement décrit comme une plateforme régionale de production et de logistique susceptible de permettre le réacheminement ou la transformation de biens chinois. Il est également intégré aux « corridors latino-américains » de réacheminement et d'assemblage. Certains flux commerciaux sont susceptibles d'alimenter les soupçons américains. En effet, selon l'Institut de recherche économique appliquée (Ipea), les exportations chinoises vers le Brésil ont progressé de 13,7 % en g.a. en avril-mai 2025, tandis que celles à destination des États-Unis reculaient de 31,2 %.

Les accusations américaines interviennent dans un contexte d'approfondissement des échanges sino-brésiliens. Entre janvier et juillet, les exportations brésiliennes vers la

Chine ont progressé de 19,7 %, à 69 Md USD, et les importations de 8%, à 45 Md USD, portant les échanges bilatéraux à 114 Md USD (+14,8 %). Cette évolution ne constitue toutefois pas une preuve de triangulation puisque le rapport américain reconnaît lui-même qu'une partie du déplacement des flux chinois peut résulter de changements légitimes de production, d'investissement et d'approvisionnement.

L'examen des flux commerciaux du Brésil ne fait d'ailleurs pas apparaître de correspondance flagrante entre les flux chinois entrants et les exportations brésiliennes à destination des États-Unis. Les importations de Chine sont dominées par les produits manufacturés, les véhicules particuliers ont notamment atteint 5,6 Md USD sur les sept premiers mois de 2026 (+165 %), devant les composants électroniques (2 Md USD), les équipements de télécommunications (1,8 Md USD) et les machines électriques (1,4 Md USD). Les exportations brésiliennes vers les États-Unis sont en revanche principalement constituées de pétrole (2,2 Md USD), de produits sidérurgiques (2 Md USD), d'aéronautique (1,5 Md USD) et de viande bovine (1,3 Md USD).

À ce stade, l'inscription du Brésil dans cette liste n'entraîne pas directement de nouvelles restrictions commerciales, mais est de nature accroître les contrôles américains sur l'origine des marchandises brésiliennes. Washington prévoit notamment de renforcer l'analyse des itinéraires commerciaux, des fournisseurs, des liens capitalistiques et des capacités de production afin de distinguer les transformations industrielles effectives

des simples opérations de contournement. Cette surveillance supplémentaire intervient alors que certains produits brésiliens sont déjà soumis, depuis juin, à des droits de douane américains atteignant 37,5 %, accentuant les contraintes pesant sur l'accès au marché américain.

Etude économique & financière

Les perspectives économiques du Brésil se dégradent malgré une activité encore résiliente

Les anticipations concernant l'économie brésilienne se sont dégradées au T2 2026 malgré une appréciation plus favorable de la situation actuelle. Selon l'enquête trimestrielle de la Fondation Getulio Vargas (FGV) sur 10 économies sud-américaines, l'Indicateur de climat économique (ICE) du Brésil a légèrement progressé de 4,7 points, à 76,9 points. Cette hausse masque toutefois une forte divergence. L'indicateur de situation actuelle a progressé de 22,2 points pour atteindre le seuil de neutralité de 100, tandis que celui des anticipations à six mois a reculé de 11,1 points, à 55,6, soit le niveau le plus faible des dix pays étudiés.

Cette prudence se retrouve également dans les perspectives des grandes entreprises brésiliennes. Les annonces

de résultats des 76 sociétés composant l'Ibovespa (indice boursier brésilien) font apparaître des anticipations de ralentissement en 2027, principalement en raison du maintien du taux Selic à 14% et de l'endettement élevé des ménages. La banque BTG Pactual considère qu'un environnement macroéconomique plus difficile en 2027 devient un scénario largement partagé et plusieurs acteurs privés majeurs ont annoncé des reports de projets et d'investissement.

La confiance des ménages s'érode et transmet des signes de faiblesse. L'Indice de confiance des consommateurs (ICC) de la FGV a reculé en août pour le quatrième mois consécutif, de 3,6 points à 84,7, son niveau le plus faible depuis novembre 2022. La détérioration est encore plus marquée sur les perspectives : l'indice des anticipations chute de 5,4 points, à 86,1, tandis que les intentions d'achat de biens durables diminuent de 10 points, à 74,7. La FGV relie cette évolution au niveau élevé d'endettement et d'impayés ainsi qu'au maintien de taux d'intérêt élevés, malgré un marché du travail toujours favorable.

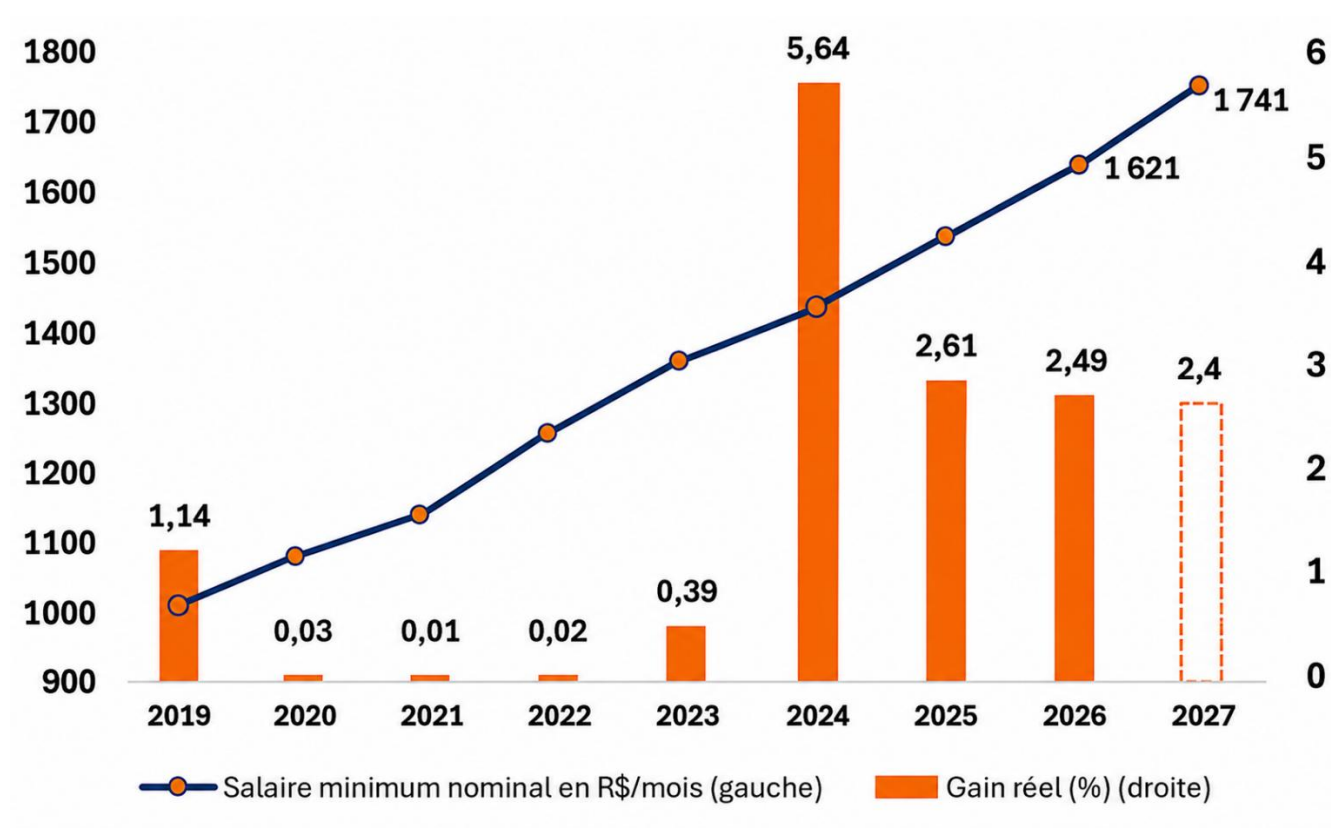
Ces anticipations trouvent un premier écho dans l'activité, dont le ralentissement reste toutefois progressif. Selon le Monitor do PIB de la FGV, l'économie aurait progressé de seulement 0,3 % en g.t. au T2, après +1% au premier, tandis que l'activité a reculé de 1,1 % en g.m. en juin. Le ralentissement ne s'est néanmoins pas encore pleinement transmis à la

demande interne la consommation des ménages n'a pas faibli et l'investissement a progressé de 1,6 % sur le trimestre.

La dégradation des anticipations ne traduit pas, à ce stade, un scénario central de récession, mais accroît les risques d'un ralentissement plus marqué en 2027. Le bulletin Focus prévoit toujours une croissance de 1,98 % en 2026 puis de 1,5 % en 2027, avec un taux Selic encore attendu à 12 % en fin d'année prochaine. La persistance de conditions monétaires restrictives, conjuguée à l'endettement élevé des ménages, pourrait ainsi transmettre plus nettement ses effets à la consommation et à l'investissement au cours des prochains trimestres, alors que les premiers indicateurs de confiance suggèrent déjà une prudence croissante des agents économiques.

Graphique de la semaine

Evolution du salaire minium



Source: DIEESE

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Pôle macroéconomie et finances - Service économique régional de Brasilia.

Rédaction : Léo Portier (Adjoint)

Abonnez-vous : leo.portier@dgtresor.gouv.fr